

## SOMMET FRANCOPHONE

# Le refus cinglant de la Suisse soulève un tollé chez les Romands

■ PARIS (PC) — La Suisse est-elle francophone? Voilà bien la question qui secoue depuis ces dernières semaines toute la Suisse romande où pourtant, de Porrentruy à Sierre et de Genève à Fribourg, on parle bien le français.

Le refus cinglant des autorités fédérales helvétiques de participer au prochain sommet francophone de la mi-février à Paris a en effet soulevé un joli tollé chez les Romands. D'autant que c'est l'un des leurs, Pierre Aubert, conseiller fédéral chargé du département des Affaires étrangères, de plus socialiste et ami du président français Mitterrand, qui a dit « non » à l'invitation de Paris.

À l'appui de son refus, Berne a expliqué : « Les autorités fédérales ont pour pratique de s'abstenir de participer à des réunions internationales susceptibles de favoriser une de nos langues nationales ou régions au détriment des autres ».

Déjà en 1970, rappellent les autorités helvétiques, la Suisse avait refusé de participer à l'Agence de coopération culturelle et technique. Et à Berne, où on se sent quand même un peu mal pris dans le dossier de la francophonie, on avance des raisons historiques : la confédération, déclare-t-on, est née d'une communauté d'intérêts entre plusieurs groupes ethniques très différents dont elle a maintenu l'équilibre en évitant d'exalter les particularités, linguistiques notamment, de certains d'entre eux. Et pour faire bonne mesure, certains conseillers germanophones de Berne s'interrogent, perfides, sur cette réunion de Paris qui ressemble un peu trop à une amicale des anciennes colonies françaises.

### L'ours de Berne

N'empêche que pour les Romands, la pilule est amère. Ils ont le sentiment d'être une fois de plus écrasés par l'ours de Berne. C'est que la lutte est bien inégale entre Alemaniques et Romands. Qu'il soit politique, économique ou culturel, le pouvoir appartient sans partage à la plus forte communauté du pays. Sur les 6,5 millions d'habitants que compte aujourd'hui la Suisse, 73 p. cent parlent l'allemand, 18 p. cent le français, cinq p. cent l'italien, un p. cent le romanche et les trois p. cent restant une autre langue ou dialecte.

De là est né dans les cantons romans un sentiment germanophobe renforcé au fil des ans par des débats très animés, comme celui qui s'engage aujourd'hui sur le sommet francophone.

Car les Romands ont bien le sentiment qu'il y a deux poids deux mesures dans la confédération et que le lobby alemanique de Berne et de Zurich contre toutes ses professions de foi a choisi de renforcer coûte que coûte son camp. Les leaders suisses pro-francophones ont beau jeu de souligner que les autorités fédérales acceptent bien de participer par exemple à la Commission linguistique du Duden, la commission directement admini-

nistrée par l'Allemagne fédérale. De même, Berne prend part depuis plusieurs années à des réunions interfédérales réunissant l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse et qui portent pourtant sur des sujets purement politiques. On y discute finances, économie, environnement, coopération policière. A tout le moins, les Romands ont le sentiment que les fédéraux de Berne ont choisi à toutes fins utiles de coopérer en priorité avec leurs voisins et cousins germanophones.

### Pouvoir oppressant

C'est contre ce pouvoir oppressant des Alemaniques que les francophones du Jura se sont battus pour créer en 1979 leur propre canton francophone où le premier ministre québécois René Lévesque s'était d'ailleurs rendu en juin 1983, pour saluer à Delemont la lutte des francophones.

Aujourd'hui encore, c'est l'un de ses amis, Roland Beguelin, secrétaire général du Rassemblement jurassien, qui se montre le plus véhément contre la décision de Berne. Mais la révolte gronde aussi au sud du pays, sur les bords du Lemman où un conseiller fédéral de Genève, Laurent Rebeaud tempête : qu'une francophone fédérale romand dise que la Suisse n'est pas un pays francophone, c'est un comble. « Nous sommes bien assez grands pour aller à Paris sans risquer de perdre notre indépendance ».

### L'exemple du Québec

Mais Eggly n'est pas aujourd'hui le seul à parler du Québec, car beaucoup d'autres, militants francophones ceux-là, y font référence en affirmant qu'il est pour le moins surprenant que la confédération suisse, composée de 25 cantons dans une large mesure autonomes, reste à ce point assujettie au centralisme archaïque de Berne. Si bien que de nombreuses voix s'élèvent pour proposer que les cantons romands assument leurs responsabilités et qu'ils « francophonisent » directement.

La Canada a bien accepté une représentation tripartite avec le Québec et le Nouveau-Brunswick, la communauté francophone de Belgique aura bien sa propre représentation au sommet de Paris, fait-on observer en Romandie.

Le véritable tollé suscité par les Romands a en tout cas ébranlé les belles convictions de Berne puisqu'à l'issue d'une des dernières séances du conseil fédéral, à Berne, le vice-chancelier Achille Casanova a confié aux journalistes, à propos de la participation suisse au sommet de Paris : « Rien n'est exclu ».